

**Prestations d'interprétariat pour le compte des entités
relevant du périmètre budgétaire
des services du Premier ministre**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(C.C.A.P)**

Le présent marché est un marché de services, passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Numéro de consultation

25_BAM_032

Table des matières

PREAMBULE : CONTEXTE	5
Article 1 : Objet du marché	5
Article 2 : Périmètre du marché	5
Article 3 : Allotissement	5
Article 4 : Forme et étendue de l'accord-cadre	5
Article 5 : Durée de l'accord-cadre	6
5.1. Cadre général	6
5.2 Reconduction de l'accord-cadre	6
Article 6 : Lieu d'exécution de l'accord-cadre	6
Article 7 : Documents contractuels	6
7.1. Pièces particulières	6
7.2. Pièces générales	7
Article 8 : Conditions d'exécution des prestations	7
8.1. Représentation des parties	7
8.1.1. Représentation de l'acheteur	7
8.1.2. Représentation du titulaire	8
8.2. Conditions d'exécution des prestations : principes généraux	8
8.3. Conditions d'émission des bons de commande	9
8.3.1. Prestations à bons de commande	9
8.3.2. Prestations sur devis	10
8.4. Annulation d'un bon de commande par le pouvoir adjudicateur	10
8.5. Délais d'exécution des prestations	11
8.6. Obligations de l'acheteur	11
8.7. Obligations du titulaire	11
8.7.1. Garantie de continuité des prestations	11
8.7.2. Obligation d'information	11
8.7.3. Obligation de confidentialité	11
8.7.4. Mesures de sécurité	12
8.7.5. Obligation de respect déontologique	12
8.7.6. Responsabilité du titulaire	13
Article 9 : Considérations sociales et environnementales	13
9.1. Clause environnementale	13
9.2. Clause sociale	14
9.3. Double labellisation « Diversité et égalité professionnelle entre les femmes et les hommes »	14
Article 10 : Constatation de l'exécution des prestations	15

10.1. Contrôle	15
10.2. Opérations de vérification	15
Article 11 : Clause de réexamen	15
Article 12 : Régime financier	16
12.1. Forme et contenu des prix	16
12.2. Garanties financières	16
12.3. Avance	16
12.4. Prix des marchés	17
12.4.1. Contenu du prix	17
12.4.2. Variation des prix	17
12.5. Acomptes	19
12.6. Modalités de paiement	19
12.7. Présentation des demandes de paiement	19
12.8. Transmission des factures	20
12.9. Mode de règlement	21
12.9.1. Délai global de paiement	21
12.9.2. Intérêts moratoires	21
12.9.3. Monnaie	22
Article 13 : Pénalités et indemnités	22
13.1. Régime général des pénalités	22
13.2. Pénalités applicables aux prestations	22
13.3. Pénalités pour absence de déclaration de conflit d'intérêts ou non-respect de l'article 8.7.5	22
13.4. Pénalités liées à des obligations administratives	23
13.5. Pénalités en cas de non-respect des considérations environnementales	23
13.6. Plafonnement des pénalités	23
13.7. Exonération des pénalités	23
13.8. Recouvrement des pénalités	23
Article 14 : Propriété intellectuelle	24
14.1. Régime des droits de propriété intellectuelle des résultats	24
14.2. Le régime des droits sur les connaissances antérieures	24
14.3. Exercice des droits	26
Article 15 : Protection des données à caractère personnel	26
Article 16 : Assurances	29
Article 17 : Documents à produire en cours d'exécution des marchés	30
17.1. Généralités	30
17.2. Documents à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché	30

17.3. Documents à produire tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution de chaque marché__	31
17.4. Documents éligibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français_____	31
Article 18 : Suivi économique et financier de l'exécution du marché _____	32
18.1. Analyse et contrôle des coûts du marché _____	32
18.2. Compte-rendu (« Reporting ») et suivi de la performance du marché _____	32
18.3. Comitologie et compte-rendu attendu (« reporting ») _____	33
Article 19 : Sous-traitance _____	33
Article 20 : Litige _____	34
Article 21 : Résiliation de l'accord-cadre _____	34
21.1. Application de la résiliation _____	34
21.2. Exécution aux frais et risques _____	34
Article 22 : Dérogations au CCAG-P.I. _____	35

PREAMBULE : CONTEXTE

La direction des services administratifs et financiers (DSAF) du Premier ministre assure le soutien des autorités et services placés auprès du Premier ministre (SPM) dans le domaine des finances, des ressources humaines, des achats, de l'immobilier, de la documentation, de la logistique et de l'informatique.

Les entités soutenues sont extrêmement diversifiées : cabinets ministériels (Premier ministre, ministre délégué aux relations avec le Parlement, etc...), services administratifs (Secrétariat général du Gouvernement, Haut-commissariat à la stratégie et au plan, Service d'Information du Gouvernement), autorités administratives indépendantes (Défenseur des Droits, Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés...). La DSAF apporte ainsi un soutien pour tout ou partie de leurs activités à une trentaine d'entités administratives.

Article 1 : Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations d'interprétariat pour le compte des entités et services relevant du périmètre budgétaire des services du Premier ministre.

Code CPV de la consultation : 79540000-1 : Services d'interprétariat

Article 2 : Périmètre du marché

Le présent accord-cadre est conclu au bénéfice des administrations mentionnées à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Article 3 : Allotissement

Le présent besoin n'est pas alloté dans la mesure où il n'est pas possible d'identifier des prestations distinctes au sens de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique.

Article 4 : Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono attributaire et s'exerce au moyen de bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R. 2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Le marché est passé avec un montant maximum de 500 000 € HT sur sa durée totale (quatre ans) et sans montant minimum.

Il convient toutefois de préciser que le montant maximum susceptible d'être commandé n'est ni une estimation, ni une information sur la consommation réelle du marché. Ce montant est un seuil à l'atteinte duquel plus aucune commande nouvelle ne peut être notifiée au titre du présent accord-cadre.

À titre informatif et non contractuel, le montant estimé du besoin sur quatre ans est de 215 000€ HT (soit 53 750 € HT par an).

Article 5 : Durée de l'accord-cadre

5.1. Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un (1) an ferme à compter de sa date de notification.

5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être reconduit trois (3) fois par périodes successives d'un (1) an sans que la durée totale du marché puisse excéder quatre (4) ans.

En application de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique, le marché public est reconduit de manière tacite sans que le titulaire puisse s'y opposer.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur en informe alors le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois (3) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre (date de notification).

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité de l'accord-cadre court jusqu'au terme de la période en cours. La non reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 6 : Lieu d'exécution de l'accord-cadre

Le marché s'exécute principalement en région parisienne, toutefois des événements peuvent être organisés sur tout le territoire national de manière ponctuelle.

Sauf indication contraire, les vacations d'interprétariat se déroulent dans les locaux de l'entité bénéficiaire. Lorsque les vacations s'effectuent ailleurs, le lieu de présence de l'interprète est précisé par l'entité qui émet le bon de commande.

Quel que soit le lieu d'intervention programmé, l'interprète se conforme aux règles d'accès et de sécurité des sites.

Article 7 : Documents contractuels

7.1. Pièces particulières

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes :
 - annexe 1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

- annexe 2 : les entités appartenant au périmètre budgétaire des SPM ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - annexe 1 : « Questionnaire relatif aux pratiques de l'attributaire en matière de promotion et de l'égalité et de la mixité professionnelles et de prévention des discriminations » ;
 - annexe 2 : « Reporting » ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le mémoire technique du titulaire et/ou le cadre de réponse technique et son annexe 1.

En application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables aux représentants du pouvoir adjudicateur et aux services bénéficiaires de l'accord-cadre. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à la personne publique.

Seules les pièces conservées dans les archives de l'administration font foi.

7.2. Pièces générales

Le marché est également constitué des éléments contractuels suivants :

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et entré en vigueur au 1^{er} avril 2021 ;
- les normes et règlements en vigueur à la date d'exécution des prestations, afférents à la nature et aux modalités d'exécution des prestations objets du marché.

Article 8 : Conditions d'exécution des prestations

8.1. Représentation des parties

8.1.1. Représentation de l'acheteur

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

La DSAF est la seule autorité habilitée à prendre et à déléguer les décisions prévues dans le marché (notamment les décisions liées aux pénalités) et dans le C.C.A.G. de référence.

Le service chargé de suivre l'exécution des prestations pour le compte de l'administration est :

- pour les aspects techniques : **l'entité bénéficiaire** ;
- pour les aspects juridiques et administratifs : **le bureau des achats ministériels**.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désigné(s) au titulaire du marché.

8.1.2. Représentation du titulaire

Le titulaire s'engage à désigner un correspondant privilégié ainsi qu'un suppléant pour la durée de l'accord-cadre. Ils sont garants des engagements contractuels de la société.

Les coordonnées précises des deux correspondants privilégiés sont indiquées à l'acte d'engagement.

Ce représentant agit en qualité de chef de projet, suit et coordonne les interventions du personnel du titulaire et a tout pouvoir afin d'agir pour le compte du titulaire. Il doit être facilement joignable par téléphone et courrier électronique.

Le titulaire assure la continuité des dispositifs d'exécution. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

8.2. Conditions d'exécution des prestations : principes généraux

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché, les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché.

Pour l'ensemble des prestations objet du présent accord-cadre, le titulaire est soumis à une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les prix et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire propose une offre assurant la parfaite continuité du service et des prestations durant toute la durée du marché, notamment en cas d'absence ou de congé du personnel habituellement en poste.

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception, par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu. En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

8.3. Conditions d'émission des bons de commande

8.3.1. Prestations à bons de commande

Les prestations de l'accord-cadre sont mises en œuvre par l'émission de bons de commande datés en fonction de la survenance des besoins.

Les bons de commande ainsi que leur(s) modification(s) sont notifiés par l'administration au titulaire.

Les bons de commande émis doivent comprendre les informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) et l'intitulé du marché ;
- la date et le numéro de la commande ;
- le nom et l'adresse du service bénéficiaire ;
- le nom et les coordonnées du titulaire ;
- les références, la quantité et l'intitulé des prestations commandées ;
- le détail des prix unitaires en référence aux prix du BPU ;
- le lieu d'exécution ou de livraison ;
- le délai d'exécution ou de livraison ;
- le montant total du bon de commande comprenant le prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC ;
- l'adresse de facturation.

En cas de modifications, ces dernières sont notifiées au titulaire conformément à l'article 3.71 du C.C.A.G.-P.I.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-P.I., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a, seul, compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai. A cette fin, le titulaire fournit dans son offre ou au plus tard à notification du marché les informations nécessaires (adresse e-mail valide...).

Un bon de commande peut être émis jusqu'au dernier jour de validité de la dernière période de reconduction de l'accord-cadre et, la dernière prestation peut s'exécuter dans un délai maximum de trois (3) mois après la fin de la période de validité de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Toute prestation exécutée sans émission d'un bon de commande dûment émis par le représentant de l'acheteur ne peut donner lieu à règlement.

8.3.2. Prestations sur devis

Les prestations d'interprétation dans des langues non prévues au BPU sont réalisées sur devis, conformément au BPU et dans le respect des exigences formulées par le cahier des charges techniques particulières. Elles peuvent être délivrées par le titulaire dans les conditions suivantes.

L'administration adresse au titulaire une demande d'intervention et de devis. Le titulaire propose en réponse un devis conforme aux modalités d'exécution précisées par le commanditaire. Après accord express et formalisé par un écrit sur le contenu, le prix, les délais et les livrables, le commanditaire émet un bon de commande sur la base du devis accepté.

Il est néanmoins précisé qu'il ne peut être recouru aux prestations sur devis que :

- dans la limite où ce recours ne représente pas un bouleversement de l'économie du marché d'une importance telle que cette modification remettrait en cause les conditions de la mise en concurrence ;
- dans des cas exceptionnels ;
- dans la mesure où les devis portent sur des prestations de même nature que celles visées dans le présent accord-cadre ;
- sous la condition de ne pas dépasser un montant égal à 20% du montant du marché (montant facturé à la date d'émission du bon de commande relatif aux prestations sur devis).

Le titulaire est tenu de faire un compte-rendu trimestriel (« reporting ») détaillé de ces prestations à l'acheteur conformément à l'article 18 du présent CCAP.

Si l'acheteur constate qu'il est fait recours aux prestations sur devis pour des prestations similaires entre plusieurs commanditaires de façon récurrente, il étudie la possibilité de déclencher la clause de réexamen prévue à l'article 11 du présent CCAP, notamment si les prestations sur devis concernent de nouvelles langues non listées au CCTP.

8.4. Annulation d'un bon de commande par le pouvoir adjudicateur

Du fait de la complexité d'organisation des événements spéciaux, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'annuler la prestation d'interprétation avant l'exécution de celle-ci. En effet, des changements peuvent avoir lieu dans la programmation initialement prévue par le pouvoir adjudicateur, et ce, indépendamment de sa volonté.

Dans cette situation, le pouvoir adjudicateur s'engage à indemniser le titulaire à hauteur d'un montant de :

- **30%** du montant du bon de commande annulé, en cas d'annulation d'un événement **24 heures avant** l'exécution de celui-ci ;

- **20%** du montant du bon de commande annulé, en cas d'annulation d'un évènement **48 heures avant** l'exécution de celui-ci ;
- **10%** du montant du bon de commande annulé, en cas d'annulation d'un évènement **72 heures avant** l'exécution de celui-ci.

Les prestations annulées plus de 72H avant leur exécution ne donnent pas lieu à une indemnisation.

La décision d'annulation est adressée au titulaire par courrier postal, télécopie ou courrier électronique ou tout autre moyen permettant d'en attester l'heure et la date d'envoi.

8.5. Délais d'exécution des prestations

Les bons de commande précisent les dates de la prestation. Dès réception du bon de commande, le titulaire fournit le nom et le CV du ou des interprète(s) proposé(s) pour l'évènement qui va avoir lieu.

8.6. Obligations de l'acheteur

Le commanditaire s'engage à fournir tous les moyens et à répondre à toutes les questions permettant de faciliter au titulaire l'exécution de ses prestations.

8.7. Obligations du titulaire

8.7.1. Garantie de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, décès, démission, congés de l'un des membres du personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations, objets du marché, le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplace le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

Le titulaire assure la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de prix.

Les prestations objets du marché nécessitent une disponibilité du titulaire toutes les semaines de l'année.

8.7.2. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler par tous moyens au représentant du pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

8.7.3. Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, divulgués, publiés, communiqués à d'autres personnes morales ou physiques, privées ou publiques, que celles qui ont la qualité pour les connaître, à savoir la personne publique et le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Tout support comportant des informations confidentielles doit être restitué à la personne publique à la fin du marché.

La violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation aux torts du titulaire.

Toute utilisation de la référence « services du Premier ministre », ou toute dénomination qui s'y substituerait, doit faire l'objet d'une demande écrite auprès de la Direction des services administratifs et financiers des services du Premier ministre et recevoir l'accord écrit préalable de celle-ci.

Cette clause concerne tous les termes permettant de désigner tout ou partie des services du Premier ministre et notamment les termes suivants : « services du Premier ministre », « Secrétariat général du Gouvernement », « cabinet du Premier ministre », « Premier ministre ». Le non-respect de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire reconnaît avoir été avisé que toute divulgation d'informations confidentielles est susceptible de tomber sous le coup de l'article 226-13 du Code Pénal.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ou signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ou qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

8.7.4. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

8.7.5. Obligation de respect déontologique

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité. Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de leur profession.

Les titulaires et les bénéficiaires du présent accord-cadre s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration

bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Le titulaire s'engage à ne pas proposer aux agents publics des récompenses en nature qui auraient pour conséquence le non-respect des principes déontologiques. Sont ainsi proscrits les comportements, actifs ou passifs, visant à bénéficier ou faire bénéficier d'un avantage quelconque par le biais de récompense en nature (repas, invitation hors cadre professionnel, cadeaux individuels, etc.). Toute action de démarchage ou invitation à des événements promotionnels de la part du titulaire auprès des bénéficiaires est prohibée.

Les actions de démarchage ou de prospection sont prohibées.

Les missions effectuées à titre gracieux (dites *pro bono*) au bénéfice des administrations publiques ne doivent donner lieu à aucune contrepartie. Toute mission *pro-bono* ou mécénat de compétence doit être préalablement autorisé. Aucun droit de suite ne peut être accordé au prestataire d'une mission *pro-bono*.

En cas de conflit avéré, les prestations peuvent être annulées avant le terme du bon de commande en cours. Cette annulation entraîne uniquement le paiement des prestations réellement réalisées.

En cas de non déclaration de conflit d'intérêts ou de non-respect des obligations du présent article, des pénalités peuvent être appliquées. En cas de conflit d'intérêts grave et répété, ou d'absence de déclaration, le marché peut être résilié.

8.7.6. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du présent document. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions légales et réglementaires applicables ou à toute norme européenne concernée. Cette stipulation vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du présent marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du présent marché.

Article 9 : Considérations sociales et environnementales

9.1. Clause environnementale

Le pouvoir adjudicateur, soucieux de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

Déplacements

Le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transport en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électrique et essence) conformes aux normes en vigueur. Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, prestataires, consommation d'énergie) dans le cadre du présent marché.

Matériels utilisés

Par ailleurs, quand cela est possible, le titulaire utilise du matériel affichant un écolabel. Par exemple, les ordinateurs utilisés lors de la prestation peuvent disposer d'un écolabel de type I (TCO certified, EPEAT ou équivalent).

Le titulaire remet à l'acheteur dans le mois suivant la notification du marché la liste du matériel (y compris les équipements informatiques) écolabellisé utilisé dans le cadre du marché, ainsi que les justificatifs. Il est appliqué, **en cas de non transmission des documents, justificatifs, attestations ou bilans demandés** par l'acheteur dans le cadre de l'évaluation du dispositif environnemental mis en œuvre par le titulaire, **une pénalité égale à 100 € par jour ouvré de retard**.

9.2. Clause sociale

Le présent accord-cadre ne met pas en œuvre de clauses sociales.

9.3. Double labellisation « Diversité et égalité professionnelle entre les femmes et les hommes »

La Direction des services administratifs et financiers (DSAF) du Premier ministre est engagée dans une démarche de double labellisation visant d'une part à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelles ; et d'autre part à prévenir les discriminations et promouvoir la diversité non seulement dans la gestion de ses ressources humaines, mais aussi dans le cadre de ses relations avec ses prestataires et fournisseurs.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, la DSAF met actuellement en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes, favoriser le rééquilibrage des rémunérations entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels des femmes, en particulier leur accès aux fonctions d'encadrement et d'encadrement supérieur.

Pour inciter le prestataire de la DSAF à entamer ou développer une démarche similaire ou pour s'inspirer de ce que ce dernier a déjà entrepris en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations, la personne publique a rédigé un questionnaire « diversité et égalité professionnelle » annexé au cahier des clauses administratives particulières de l'accord-cadre.

Les informations renseignées dans ce formulaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures, ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Le questionnaire relatif à la double labellisation peut être remis soit au moment de la remise de l'offre, soit au moment de l'attribution du marché au soumissionnaire retenu, dans un délai de 15 jours. Il n'est exigé que du seul attributaire.

Le contenu du questionnaire doit être actualisé par le titulaire du marché tous les ans.

Article 10 : Constatation de l'exécution des prestations

10.1. Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

10.2. Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le service gestionnaire au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, l'acheteur se charge des vérifications sans en aviser le titulaire du marché.

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prononcée par le représentant de l'acheteur habilité à cet effet dans les délais de l'article 28.2 et dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G.-PI.

Article 11 : Clause de réexamen

Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix de prestations objets du présent accord-cadre interviennent, les parties peuvent convenir d'un réexamen des nouvelles conditions d'exécution financière et/ou opérationnelles du marché.

Lorsque des évolutions interviennent, les parties peuvent alors se rencontrer dans les plus brefs délais pour déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution de l'accord-cadre et sur ses conditions financières.

La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des missions prévues dans le cadre du présent accord-cadre.

A l'issue de ce réexamen, conformément à l'article 25 du CCAG-P.I., les parties conviennent d'en définir et de formaliser par voie d'avenant, les conséquences éventuelles des modalités de prise en charge totale voire partielle des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

A défaut d'accord dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de la demande de réexamen, le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, en cas d'évolution du secteur et des pratiques relatives aux prestations citées en objet de l'accord-cadre.

Cette modification peut intervenir dès lors que de nouveaux outils et/ou fonctionnalités, nouvelles technologies ou nouvelles pratiques et/ou formats, non connus à la notification de l'accord-cadre, deviendraient indispensables pour la réalisation, la performance et la qualité des prestations, ou la sécurité informatique, et nécessiteraient la prise en compte de coûts spécifiques non définis dans l'offre du titulaire.

Une modification de l'accord-cadre est par ailleurs envisageable dans les hypothèses suivantes :

- Si les parties souhaitent insérer au contrat, dans un souci de clarté, les modifications de dispositions législatives et réglementaires qui s'appliquent de droit dans le cadre du présent marché ;
- Si les parties souhaitent introduire des dispositions mieux-disantes en matière de RSE (introduction d'une carte d'éco-responsabilité – ou bien modification – par exemple).

Également, en application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, un nouveau bordereau des prix peut être substitué pendant la durée de l'accord-cadre, en cas de suppression, de modifications ou d'ajouts d'unités d'œuvres au bordereau des prix initiaux de l'accord-cadre sous réserve que cette suppression, cette modification ou cet ajout ne concerne pas plus de 50% des références du bordereau initial des prix unitaires. La modification du bordereau des prix unitaires s'effectue par avenant. La date d'entrée en vigueur du bordereau des prix unitaires modifié est la date de notification de l'avenant. Les prix appliqués aux commandes émises par le pouvoir adjudicateur sont ceux en vigueur à la date de passation de la commande sur la base du bordereau des prix en sa possession.

Le présent marché peut en outre faire l'objet de toute autre modification autorisée par le Code de la commande publique.

Article 12 : Régime financier

12.1. Forme et contenu des prix

Les prix sont unitaires et figurent dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

12.2. Garanties financières

Aucune clause de garantie financière n'est appliquée.

12.3. Avance

Sauf refus du titulaire, une avance est versée conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique et selon les modalités définies ci-après :

Le versement de l'avance se fait sur la base du montant de chaque bon de commande, lorsqu'il est supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification du bon de commande. Les bons de commande d'un montant inférieur à 50 000 € HT ou d'une durée d'exécution inférieure à 2 mois ne donnent pas lieu au versement d'une avance.

Le montant de l'avance sera de 5 % du montant TTC du bon de commande si sa durée est inférieure ou égale à 12 mois.

Si la durée du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est calculé de la façon suivante :

$$(\text{Montant TTC} \times 12 / \text{durée en mois}) \times 5\%$$

Le remboursement de cette avance intervient dans les conditions des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2351-12 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

12.4. Prix des marchés

12.4.1. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-P. I, les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement en Île-de-France et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site (sauf frais indiqués à l'annexe financière) ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel et la gestion administrative ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues au cahier des charges.

12.4.2. Variation des prix

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2026 dit M0.

Les prix sont révisables annuellement à compter de la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, à la demande du titulaire ou de l'administration, par application de la formule suivante :

$$P = P0 (0,5 + 0,5 \left(\frac{I}{I0} \right))$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé
- P0 = prix d'origine du marché
- I = dernière valeur connue de l'indice INSEE (*) à la date de révision ;
- I0 = valeur de l'indice INSEE (*) au mois M0.

(*) [Indice de chiffre d'affaires - Traduction et interprétation \(NAF rév. 2, niv. classe poste 74.30\) | Insee](#)

En cas de remplacement ou d'arrêt d'un indice cité ci-dessus, le nouveau est substitué de plein droit dans les conditions et selon le coefficient de raccordement fixés par l'INSEE.

Le coefficient de révision est arrêté à la 2^{ème} décimale suivant la règle de l'arrondi supérieur (si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au centième supérieur ; si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au centième inférieur).

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-P.I., pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les prix révisés sont applicables aux bons de commande notifiés après la réception des nouveaux tarifs. La révision des prix n'est donc pas rétroactive.

Lorsque la révision est à l'initiative du titulaire, ce dernier est invité à transmettre ses prix révisés à la personne publique, par tout moyen faisant foi (e-mail, courrier...), si possible avec un préavis d'un (1) mois avant la date effective d'entrée en vigueur.

Ces prix révisés sont envoyés à l'adresse suivante :

**Services du Premier ministre
Bureau des achats ministériels
Section ECFD
20 avenue de Ségur - 75007 PARIS**

Ou par courriel à l'attention de la section ECFD à l'adresse suivante : bam.oe@pm.gouv.fr

Les nouveaux tarifs s'appliquent après approbation de la personne publique prononcée dans délai maximum d'un (1) mois avant la date d'entrée en vigueur.

Lorsque la révision s'effectue à l'initiative de l'administration, cette dernière procède aux calculs de la révision et notifie au titulaire le bordereau des prix révisé, si possible en amont de la date anniversaire des prix. La notification au titulaire du bordereau révisé vaut entrée en vigueur des prix révisés.

Les tarifs révisés se substituent aux tarifs initiaux sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

12.5. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution de l'accord-cadre ouvrent droit à des acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à un mois.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement. Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Lorsque la durée d'exécution du bon de commande est inférieure à 1 mois, les prestations sont rémunérées en une seule fois par un paiement ayant valeur de solde, après certification du service fait.

12.6. Modalités de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire concerné à terme échu et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Afin de respecter et d'optimiser la bonne exécution du présent accord-cadre, le titulaire veille à communiquer les factures établies sur la base du bon de commande correspondant ; et ce dans un délai de 30 jours, à compter de la décision d'admission, possiblement assortie de réfections, des prestations conformément aux stipulations du présent accord-cadre.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une seule facture distincte établie après exécution complète de la commande prévue au bon de commande. En aucun cas, une facture ne peut se référer à plusieurs commandes.

Les prix facturés incluent tous les frais et charges.

12.7. Présentation des demandes de paiement

Conformément aux prescriptions de l'article 11.3 du C.C.A.G.-P.I., **la demande de paiement est établie comme suit :**

La demande de paiement est datée. Elle mentionne :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture avec leur numéro de SIRET ;
- le numéro de marché ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ Chorus) ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la dénomination précise et s'il y a lieu le prix unitaire hors taxes des prestations exécutées ;

- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture;
- le cas échéant le montant des prestations effectuées par chaque opérateur économique du groupement;
- en cas de sous-traitance, les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire ;
- pour la demande de paiement pour solde ou demande de paiement partiel définitif : un récapitulatif mentionnant les éventuels acomptes perçus ainsi que la somme à percevoir.

Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire.

12.8. Transmission des factures

L'adresse de facturation inscrite sur les demandes de paiement est obligatoirement :

Services du Contrôle budgétaire et comptable ministériel auprès des services du Premier ministre

Service facturier - DSAF

20 avenue de Ségur - 75007 PARIS

Ordonnateur des paiements :

Pour les entités dont les commandes sont gérées par la DSAF, l'ordonnateur des paiements est :

Monsieur le Directeur des services administratifs et financiers du Premier ministre

20 avenue de Ségur

75007 PARIS

01 42 75 80 00

Pour les autres entités, l'ordonnateur des paiements est celui de l'entité concernée.

Comptable assignataire des paiements :

Pour les entités dont les commandes sont gérées par la DSAF, le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le Contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès des services du Premier ministre

20 avenue de Ségur

75007 PARIS

Pour les autres entités, le comptable assignataire des paiements est celui de l'entité concernée.

Conformément à l'article D.2192-1 du Code de la commande publique, les titulaires des marchés conclus avec l'Etat, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire peut transmettre ses factures selon trois modes différents :

1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro.

Cette transmission s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2 avec chiffrement TLS.

2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :

- soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
- soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé.

La liste des formats de dématérialisation autorisés est décrite dans le document de spécifications externes de Chorus Pro, consultable à l'adresse internet suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ».

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à : support.technique@chorus-factures.budget.gouv.fr.

12.9. Mode de règlement

12.9.1. Délai global de paiement

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités des articles R.2191-12 et suivants du Code de la commande publique.

12.9.2. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

12.9.3. Monnaie

L'unité monétaire applicable au présent marché est l'euro (€).

Article 13 : Pénalités et indemnités

13.1. Régime général des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-P.I., les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

13.2. Pénalités applicables aux prestations

Manquements pénalisés	Montant forfaitaire en € de la pénalité
Retards ne relevant pas du fait du représentant du pouvoir adjudicateur ou de cas de force majeure. Il s'agit de tout dépassement par le titulaire des délais contractuels d'exécution tels que spécifiés au marché (retards le jour de l'interprétation, lors de la mise à disposition du matériel ou lors de la remise d'enregistrement par exemple).	100€ par heure de retard

Les pénalités de retard sont cumulables entre elles.

En cas de retard causé par une décision de rejet ou d'ajournement des prestations par l'acheteur, les pénalités sont dues.

13.3. Pénalités pour absence de déclaration de conflit d'intérêts ou non-respect de l'article 8.7.5

- En cas de non-respect des obligations de l'article 8.7.5. « Obligation de respect déontologique », le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € pour toute omission de déclaration ou pour toute déclaration incomplète ou pour toute action contrevenant aux obligations de cet article (démarchage, pro-bono non autorisé, etc.).

- En cas d'omission répétée, de conflit grave et avéré, de non-respect répété des obligations de l'article 8.7.5. « Obligation de respect déontologique », le marché peut être résilié.

13.4. Pénalités liées à des obligations administratives

Pénalités pour non fourniture des documents relatifs au travail dissimulé :

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R. 8222-3 du Code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risque du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 20€ par jour ouvré de retard, dans le respect des conditions de l'article L. 8222-6 du Code du travail.

13.5. Pénalités en cas de non-respect des considérations environnementales

Conformément à l'article 9.1 du présent CCAP, des pénalités de 100€ par jour ouvré de retard sont appliquées en cas de non transmission des documents, justificatifs, attestations ou bilans demandés par l'acheteur dans le cadre de l'évaluation du dispositif environnemental mis en œuvre par le titulaire.

13.6. Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-P.I., le montant total des pénalités encourues est plafonné à 15% du montant du bon de commande concerné.

13.7. Exonération des pénalités

Par dérogation de l'article 14.1.3 du C.C.A.G-P.I., le titulaire n'est pas exonéré de l'application des pénalités exigibles, quel qu'en soit le montant.

13.8. Recouvrement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G-P.I., le montant des pénalités est calculé et notifié au titulaire à l'issue du constat de chaque retard et/ou non-conformité et ce, sans aucune mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités est retenu par précompte sur les sommes dues au titulaire. S'il ne peut être précompté, il est recouvré par l'émission d'un titre de recettes.

Article 14 : Propriété intellectuelle

Le présent article fait application du chapitre 6 du CCAG-PI, sous réserve des compléments et dérogations ci-après.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents aux résultats, mêmes partiels, permettant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers désignés par le représentant de la personne publique de les exploiter librement, pendant toute la durée légale de la propriété intellectuelle.

14.1. Régime des droits de propriété intellectuelle des résultats

Le présent marché fait application de l'article 35.2 du CCAG-P.I.

L'acheteur peut transmettre tous droits dont il dispose sur les résultats à tous tiers dans le cadre notamment de licences, cessions ou apports de toutes natures.

La cession d'utilisation prévue par l'article 35.2 du CCAG-P.I. est complétée comme suit :

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché :

- Ces droits de propriété intellectuelle comprennent, dans le respect des droits d'auteur, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution et notamment les droits d'utiliser ou de faire utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats, même partiels, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tout moyen, sous toutes formes et sous tous supports. Le représentant de la personne publique s'engage à indiquer le nom du titulaire du marché ;
- Le prix de cette cession est compris dans le montant du marché ;
- Cette cession vaut pour la France et le monde entier, notamment en cas de publication sur internet ;
- Cette cession couvre les résultats, même partiels, à compter de la réception des prestations demandées ;
- Le titulaire ne peut faire aucun usage, à titre gratuit ou onéreux, des résultats des prestations sans l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur. La reproduction et/ou la représentation par le titulaire des résultats même partiels doivent recevoir l'accord préalable du représentant de la personne publique. Cette demande d'autorisation se fait par courrier adressé au représentant de la personne publique ;
- Toute publication doit obligatoirement mentionner le financement de la personne publique, ainsi que le titre du marché.

14.2. Le régime des droits sur les connaissances antérieures

Pour rappel, conformément aux dispositions du CCAG-PI :

- L'acheteur et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire ;

- Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures ;
- Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché ;
- Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre ;
- Le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'acheteur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteuse l'utilisation des livrables selon le régime prévu au présent article, l'autorisation d'utilisation des connaissances antérieures est comprise dans le montant du marché ;
- Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

Les livrables suivent le régime prévu à l'article 35 du CCAG-PI au titre duquel le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour les utiliser ou faire utiliser, pour les besoins et finalités prévus dans le CCAG-PI sauf dérogation, exprimés dans le CCTP, et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Pour rappel, l'article 35 du CCAG-PI prévoit notamment que :

- le titulaire accorde les droits pour le monde entier et la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations
- dans l'hypothèse où le titulaire suggérerait des dénominations, logos, slogans, chartes graphiques destinés à identifier les prestations objets du marché, il en cède les droits patrimoniaux à titre exclusif à l'acheteur qui pourra procéder à tout dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, et en faire usage de marque. Par conséquent, il s'engage à ne pas en faire usage en dehors du cadre du marché sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur,
- l'acheteur a le droit d'adapter et faire évoluer les livrables notamment pour les mettre à jour à l'issue du marché,
- afin d'assurer l'exercice des droits par l'acheteur, le titulaire lui livre les fichiers sources des livrables,
- le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-P.I., le titulaire accorde une exclusivité à l'acheteur sur tous les livrables spécifiques aux besoins de l'acheteur ou réalisé conjointement avec les services internes de l'administration. Il ne peut pas, sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur les réutiliser en dehors du cadre du marché (sauf à respecter une éventuelle licence libre si l'acheteur a placé le livrable sous ce régime). Le titulaire pourra toujours réutiliser ses

propres connaissances antérieures dûment identifiées éventuellement présentes dans les livrables.

Le titulaire s'interdit de réutiliser en dehors du cadre du marché tout livrable comportant les signes distinctifs de l'administration et/ou sa charte graphique.

Conformément à l'article 35.4.2. du CCAG-P.I., le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance paisible de l'utilisation des livrables par l'acheteur.

14.3. Exercice des droits

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent accord-cadre, le titulaire lui livre au fur et à mesure de l'exécution des prestations l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice tels que les livrables demandés.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix du marché.

Article 15 : Protection des données à caractère personnel

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique (responsable du traitement) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données ») ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et ses décrets d'application.

Description du traitement de données à caractère personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de la personne publique et pour la durée du présent marché public les données à caractère personnel nécessaires pour exécuter les prestations objets du présent marché.

La finalité du traitement est la traçabilité des données tout au long du processus, de l'initiation jusqu'à la réalisation des prestations. Les types de données à caractère personnel traitées sont les noms, prénoms et adresses des personnes à l'origine de la demande.

Les catégories de personnes concernées par les données sont toute personne à l'origine de la demande. La personne publique met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à la réalisation des prestations.

Obligations du titulaire vis-à-vis de la personne publique :

Le titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet du présent marché.

2. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
3. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
4. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance ultérieure spécifique au traitement de données personnelles

Le titulaire peut faire appel à un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il en informe préalablement et par écrit la personne publique. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates d'exécution du contrat de sous-traitance. La personne publique dispose d'un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception de cette information pour agréer cette sous-traitance. La sous-traitance ne peut se faire qu'après l'agrément du sous-traitant par la personne publique.

Le sous-traitant est tenu de respecter l'ensemble des obligations du présent marché public. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant la personne publique de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Information des personnes concernées :

Il appartient au titulaire d'informer les personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec la personne publique avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de la personne publique et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits notamment le droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, le droit à la limitation du traitement, le droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie à la personne publique toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible dans les quarante-huit heures après en avoir pris connaissance et selon des moyens déterminés conjointement avec la personne publique.

Après accord écrit de la personne publique, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de la personne publique, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible dans les soixante-douze heures après en avoir pris connaissance à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que la personne publique propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de la personne publique, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par la personne publique de ses obligations :

Le titulaire aide la personne publique pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité :

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, et selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- un outil garantissant la confidentialité dans la transmission des documents sensibles le cas échéant.

Sort des données :

Au terme de l'exécution du présent marché public, le titulaire doit détruire toutes les données à caractère personnel et sauf disposition contraire résultant du droit communautaire ou du droit d'un Etat Membre de l'Union Européenne.

Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à la personne publique le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la personne publique responsable de traitement comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte de la personne publique;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre le cas échéant la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Article 16 : Assurances

Avant tout début d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire unique ou le mandataire et ses cotraitants doivent justifier au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, qu'ils sont titulaires d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objets du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation en cours de validité, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 17 : Documents à produire en cours d'exécution des marchés

17.1. Généralités

Les documents mentionnés ci-après peuvent être transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

17.2. Documents à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du Code du travail, devront être produits **tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution** de celui-ci, les documents suivants :

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois ;
- le décret n°2021-631 du 21 mai 2021 dispense les entreprises dont le siège est situé en France de produire un extrait d'immatriculation au registre national du commerce et des sociétés (extrait K-Bis) lorsqu'elles répondent à une procédure de passation d'un marché public ou d'un accord-cadre. En lieu et place du K-Bis, ces dernières doivent **communiquer leur numéro SIREN** afin que l'acheteur puisse procéder aux vérifications nécessaires à l'examen des candidatures (notamment celles relatives aux cas d'exclusion de la commande publique) ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- 1° sa date d'embauche ;
- 2° sa nationalité ;
- 3° le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail. Le montant de ces pénalités est fixé à 200 euros par jour calendaire de retard, sans pouvoir excéder à la fois 10 % du montant annuel hors taxes des prestations et 75 000 euros.

Les modalités d'application des pénalités sont définies conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du Code du travail.

Lorsque l'acheteur est informé par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, ces manquements donnent lieu à une mise en demeure de faire cesser cette situation.

Le titulaire mis en demeure devra apporter à l'acheteur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai fixé à l'article L.8222-6 du Code du travail.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R. 8222-3 du Code du travail, pour répondre à l'injonction de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risque du titulaire.

Le montant des pénalités applicables est, au plus, égal à 10% du montant annuel hors taxes des prestations et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

17.3. Documents à produire tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution de chaque marché

A compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

1°/ une attestation délivrée par l'administration fiscale établissant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1 ;

2°/ les attestations d'assurances mentionnées à l'article 18 du présent C.C.A.P. ;

3°/ double labellisation : conformément à l'article 9.3 du présent C.C.A.P., le questionnaire « diversité et égalité professionnelle » doit être actualisé par le titulaire du marché tous les ans.

17.4. Documents éligibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français

Dans l'hypothèse où le titulaire serait établi hors du territoire français, les documents suivants sont obligatoirement communiqués à l'acheteur, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en application des articles R.1263-3 et suivants du Code du travail :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3-1, R.1263-4-1 et R.1263-6-1 ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R.1263-2-2. La désignation de ce représentant est effectuée par écrit par l'employeur. Elle comporte les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse électronique et postale en France, le cas échéant la raison sociale, ainsi que les coordonnées téléphoniques du représentant. Elle indique l'acceptation par l'intéressé de sa désignation ainsi que la date d'effet et la durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement.

En cas d'inexactitude ou de non production de cette liste, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

Modifications dans la structure du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de l'acheteur dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du présent marché et le titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non communication des modifications, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

Article 18 : Suivi économique et financier de l'exécution du marché

18.1. Analyse et contrôle des coûts du marché

A discrétion, l'administration peut soumettre l'exécution des prestations ainsi que les demandes d'évolution tarifaire à un contrôle des coûts.

En conséquence, le titulaire du présent marché a l'obligation de faire diligence et de faciliter la vérification de l'exécution des prestations, sur pièces et sur place. Il doit également faciliter la vérification des demandes d'évolution tarifaire en fournissant les éléments justificatifs demandés.

Les modalités de réalisation du contrôle des coûts et les documents à fournir sont communiqués au titulaire du présent marché en amont du contrôle.

En cas de non-respect de ses obligations sus mentionnées dans le cadre de l'exercice de contrôle des coûts, le titulaire s'expose à une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'administration restée infructueuse.

18.2. Compte-rendu (« Reporting ») et suivi de la performance du marché

Dans le cadre du suivi de la performance du marché, le titulaire adresse au bureau des achats ministériels de la Direction des services administratifs et financiers des services du Premier ministre un état récapitulatif semestriel d'exécution de l'accord-cadre de l'ensemble des entités utilisatrices du marché. A sa demande, il transmet aussi sous la même périodicité et à chaque entité utilisatrice du marché, un état récapitulatif d'exécution qui ne reprendra uniquement que les commandes effectuées par chacune d'elles.

Le titulaire doit impérativement renseigner, de manière exhaustive et sans en modifier la structure, l'annexe 2 du CCAP avec les indications suivantes :

- ordonnateur ;
- référence de la commande ;
- date de la commande ;
- objet de la commande ;
- UO commandées ;
- quantités commandées ;

- prix TTC commandés ;
- prix TTC à payer ;
- montant réfaction déduit ;
- pénalités pour retard appliquées ;
- autres pénalités appliquées ;
- montant des pénalités déduit ;
- réflexions appliquées.

Par ailleurs, afin d'assurer une exécution efficace du marché, le titulaire est aussi incité à proposer et construire - lui-même -, ses propres indicateurs de performance, les alimenter et les fournir dans les mêmes conditions que l'annexe 2 CCAP.

18.3. Comitologie et compte-rendu attendu (« reporting »)

Un comité de suivi du marché est organisé chaque année à date anniversaire de la notification du marché entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur. Lors de cette réunion, le titulaire rend compte de son activité pour le compte des bénéficiaires :

- liste des UO utilisées (quantités + montants), sur tableur Excel ;
- points positifs ;
- points négatifs et propositions de correction ou d'amélioration ;
- points sur les délais de facturation.

Ce suivi peut également prendre la forme simplifiée d'un compte-rendu du titulaire reprenant les éléments listés ci-dessus.

Article 19 : Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dansmarches-publics>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Conformément aux dispositions de l'article R.2193-3 du Code de la commande publique, dans le silence de l'acheteur, et passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Article 20 : Litige

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris (4 rue de Jouy – 75004 Paris / Tel : 01 44 59 44 00) pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché.

Article 21 : Résiliation de l'accord-cadre

21.1. Application de la résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

21.2. Exécution aux frais et risques

L'acheteur peut faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 27 du C.C.A.G.-P.I.

Article 22 : Dérogations au CCAG-P.I.

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent C.C.A.P qui dérogent		Articles du CCAG auxquels il est dérogé
8.3.1	Prestations à bons de commande	3.7.2
10.2	Opérations de vérification	28.5
12.4.2	Variation des prix	10.1.2
13.1	Régime général des pénalités	14.1.1
13.6	Plafonnement des pénalités	14.1.2
13.7	Exonération des pénalités	14.1.3
13.8	Recouvrement des pénalités	14.1.3
14.2	Le régime des droits sur les connaissances antérieures	35